

LE MINISTRE DE LA PME APPORTE UN DÉMENTI

«Le gouvernement n'a gelé aucun projet en cours ou futur»

Aucun projet du programme quinquennal actuel ou du programme futur n'a été gelé par le gouvernement. C'est ce que le ministre de la Petite et Moyenne entreprise et de l'Artisanat, Mustapha Benbada, affirme dans un communiqué de presse rendu public par son département.

Cherif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Le ministre de la PME dément ainsi avoir tenu des propos, rapportés lundi dernier par certains articles de presse, selon lesquels le gouvernement veut geler et différer des projets du programme quinquennal actuel et réduire le nombre des projets prévus sur la période

2010-2014. Dans le but d'«éclairer» l'opinion publique sur la teneur exacte de ses propos, Mustapha Benbada précise que le programme quinquennal actuel «avance bien». Selon le ministre de la PME, tous les projets lancés seront livrés définitivement dans les délais tracés, sans frein ou retard.

Mustapha Benbada précise également que «la situation financière de l'Algérie est très bonne et suscite l'envie de plusieurs pays» même s'il considère que «la crise financière mondiale impacte sur le pays à travers ses revenus qui pourraient se contracter en cas de baisse poursuivie des prix du pétrole».

Le ministre de la PME affirme aussi que «le gouvernement n'a ni annulé, ni gelé, ni différé les projets inscrits dans le prochain programme quinquennal pour la simple raison que ce programme n'a pas été

avalisé par le gouvernement». En fait, clarifie-t-il, «tous les secteurs sont incités à définir leurs priorités à travers ce programme, dans le cadre du rôle du gouvernement, de planification et de rationalisation des dépenses publiques selon les besoins du pays et ses capacités».

Par ces précisions, le ministre de la PME dément indirectement l'existence de divergences au sein du gouvernement. En effet, le Premier ministre, Ahmed Ouyahia, avait évoqué voilà quelques semaines le lancement d'un troisième

plan de relance économique.

Une option qui avait soulevé des doutes sur sa faisabilité dans le contexte de crise financière de plus en plus internationalisée. Voire, certains officiels, en poste ou à titre de conseillers, ont évoqué la nécessité de geler ou de différer la réalisation de certains projets économiques stratégiques.

Une suggestion que le ministre des Finances avait néanmoins réfutée, considérant que le cap pouvait être maintenu à moyen terme en matière de finan-

cement des projets et couverture des besoins d'importation. Cela écrit, l'absence de lisibilité du discours officiel demeure une constance nationale, crise financière internationale ou non.

Si Mustapha Benbada, et partant le staff gouvernemental, dément la remise en cause des programmes lancés, à charge cependant de prioriser les choix à venir, cela ne risque-t-il pas d'ajouter à la confusion de plus en plus accentuée dans les sphères dirigeantes ?

C. B.

PRISE EN CHARGE DES PATIENTS Une formation au profit des médecins généralistes à Ghardaïa...

Pour les spécialistes de la santé, les médecins généralistes sont la base de toute stratégie visant le diagnostic précoce et les soins de proximité.

A cet effet, une importance primordiale est accordée à leur formation. Concrètement, la ville de Ghardaïa abrite aujourd'hui et demain une rencontre scientifique, entrant dans le cadre de la formation continue des médecins généralistes de cette wilaya.

Le thème arrêté est la prise en charge des cancers bronchiques et la lutte antitabac. Cette manifestation sera encadrée par une délégation d'experts algériens dans les domaines de l'oncologie thoracique et la pneumopathie, conduite par le P^r Ameer Soltane.

Pour sa troisième édition, cette rencontre de formation est parrainée par l'Organisation mondiale de la santé OMS.

W. Z.

... Et des paramédicaux à Alger

Le centre hospitalo-universitaire de Béni Messous organisera les 14 et 15 février, en collaboration avec l'Association algérienne des hémophiles, une formation au profit du personnel paramédical.

La rencontre, qui regroupera une cinquantaine d'infirmiers et kinésithérapeutes, venant de tout le territoire national, verra la participation de la Fédération mondiale des hémophiles. On notera également la présence d'experts algériens et français.

Selon ladite association, cette rencontre permettra, entre autres, «l'amélioration de la prise en charge et de la qualité de vie des hémophiles, ainsi que la mise en place d'une équipe pluridisciplinaire».

W. Z.

CRISE FINANCIÈRE MONDIALE

Quelle place pour l'Algérie sur le plan international ?

Le professeur Abdel Attou, expert financier international, a animé, hier, à l'APN, une conférence sur «les incertitudes des marchés financiers mondiaux et leur impact possible sur l'économie de l'Algérie et ses finances».

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Abdel Attou estime que l'Algérie peut profiter des bouleversements provoqués par la crise financière internationale pour se positionner sur le plan régional. «Sur le plan économique et financier, nous assistons à de grands changements.

A l'avenir, les grandes résolutions ne se prendront pas au niveau du G7 mais plutôt au sein du G20. Tout se décide aujourd'hui. Dans ce cadre, l'Algérie a les moyens et le potentiel nécessaire pour se positionner sur le plan méditerranéen et arabe», a

déclaré cet expert international lors d'une conférence animée hier à l'Assemblée populaire nationale.

Diplômé des prestigieuses universités de Berkeley et d'Oxford, le conférencier a révélé avoir présenté sa vision à Abdelhamid Temmar, ministre de l'Industrie et de la Promotion des investissements. «J'ai abordé avec M. Temmar le sujet de l'engagement sur le plan international. Je lui ai dit qu'il faut que l'Algérie se fasse entendre. Mais M. Temmar m'a précisé que les responsables du pays n'ont pas cette vision.

Pourtant, lorsqu'on est à la tête d'un Etat, on doit réfléchir à une telle vision.»

Lors de la séance de débats, les propos du professeur Abdel Attou seront largement commentés par les intervenants.

A commencer par un représentant du ministère des Affaires étrangères qui a rappelé l'initiative du président Bouteflika, présentée lors du sommet de Doha, portant sur la création d'un comité de liaison entre le G20 et le G24.

Ce à quoi le P^r Attou répondra que les discours ne valent rien à côté de l'argent. «Les Américains ne reconnaissent que le pouvoir de l'argent. Les discours, eux, n'ont aucun impact.» Il aura fallu attendre l'intervention de Abdelkrim

Harchaoui, ancien ministre des Finances, pour mettre un terme à cette polémique.

«Nous ne pouvons pas nous faire entendre pour la simple raison que nous n'avons pas de poids. L'Algérie sort d'une grave crise. Nous devons donc patienter et redoubler d'efforts pour nous faire une place sur le plan international», dira-t-il.

Sur un autre plan, le professeur Abdel Attou a précisé que le système bancaire algérien subira les effets de la crise financière internationale. «Le système bancaire sera confronté, tôt ou tard, à des problèmes de liquidités. Cela est lié directement aux effets de la crise financière internationale.»

T. H.

GENDARMERIE NATIONALE

Le bilan 2008 de la PJ dévoilé

Les services de la police judiciaire de la Gendarmerie nationale ont enregistré 40 121 affaires au cours de l'année 2008. Ce total comprend 4 452 crimes, 35 491 délits et 178 contraventions.

N. Meghrief - Alger (Le Soir) - Ces affaires ont conduit à l'arrestation de 57 410 personnes dont 9 871 ont eu un mandat de justice. Comparé au bilan de l'année 2007, il ressort une augmentation de 14 % en matière d'affaires traitées et de + 24 % de population arrêtée. 83,35 % de ces affaires ont été traitées, et celles non résolues représentent 14,65 %, portant sur la contrebande (62 %) et les atteintes contre les biens (41 %). Les affaires de droit commun représentent 50 % et le crime organisé 30 %.

Le reste porte sur des affaires liées aux lois spéciales. 8 165 affaires portent sur l'atteinte aux personnes et 1 591

aux mœurs, soit une baisse de 12 % par rapport à 2007.

Pour ce qui est du crime organisé, il a été recensé 12 119 affaires, soit une évolution de 2 %. En cela, pas moins de 20 338 mis en cause ont été interpellés, ce qui représente 35% du nombre global des personnes arrêtées.

La lutte contre le trafic de véhicules a représenté 620 affaires en 2008. Ce total constitue une baisse de 59 % par rapport à 2007. Sur les 620 affaires, 521 ont été élucidées, 530 véhicules ont été saisis et 1 139 personnes ont été interpellées.

Au cours de son exposé, le colonel Zeghida Djamel, chef

de la division de la police judiciaire au commandement de la Gendarmerie nationale, a souligné que 2 980 affaires liées au trafic de drogue ont été enregistrées en 2008, ce qui représente une évolution de 17 % en comparaison avec l'année précédente.

Le conférencier a affirmé que le renforcement des actions de la gendarmerie a rendu possible la multiplication des prises de drogue, qui sont passées de 4 tonnes en 2007 à 30 tonnes en 2008. 4 660 personnes, dont 69% sont âgées de moins de 30 ans, sont impliquées dans le trafic de stupéfiants. 3 464 d'entre elles ont été écrouées. Il a, en outre, été expliqué qu'entre janvier et février 2009, 4 tonnes de kif traité ont déjà été saisies. En ce qui concerne l'immigration

clandestine et séjours irréguliers, les services de la gendarmerie ont relevé 1 755 affaires. 7 824 immigrés clandestins ont été arrêtés dont 6 249 ont été refoulés.

Enfin pour les affaires d'émigration clandestine (harraga), 36 affaires ont été traitées. 320 individus ont été arrêtés, dont 188 ont été écroués.

Le colonel Zeghida a enfin rappelé que les forces de la gendarmerie couvrent près de 83 % du territoire national. L'officier a aussi annoncé la naissance d'une nouvelle unité appelée Services spéciaux d'intervention (SSI). Il s'agit d'unités d'élite spécialisées dans les interventions de corps-à-corps. Cette unité a été créée pour faire face à un nouveau genre de malfaiteurs qui sont violents et armés. **N. M.**